



**Mouvement
Européen
France**

**Université d'Automne
du Mouvement Européen – France**

**L'Europe des territoires:
une Europe pour tous ?**

**Bourges
15, 16 et 17 novembre 2019**

Notes succinctes rédigées pour le ME76 par :

**Bernard DELADERRIÈRE
Gérard GRANCHER
Mireille DIDIENNE**

Vendredi après-midi,

Ouverture de l'Université d'Automne 2019

Philippe BENSAC : Président du Mouvement Européen France Cher

Yves BERTONCINI : Président du Mouvement Européen France

Marie CAILLAUD : Présidente des Jeunes Européens France

Pascal BLANC : Maire de Bourges

Vendredi après-midi, conférence-débat :

Comment rapprocher l'Europe de ses territoires ?

La politique régionale européenne est avant tout une politique de cohésion en aidant les zones les plus défavorisées, c'est 1/3 du budget de l'UE dont 27,5 Milliards € pour la France.

- **Caroline ROOSE (députée européenne vert)**, ancienne de la marine marchande ; **elle** réclame un meilleur ciblage des fonds européens vers la lutte contre le dérèglement climatique. Elle regrette que les financements n'aillent essentiellement que vers les grands centres urbains. La complexité des demandes de subventions décourage les petites demandes pour des projets locaux.
- **Marcel GRIGNARD (CFDT, Confrontations Europe)** : Hier, au début de l'Europe, la CECA est créée.
Aujourd'hui, *British Steel* passe sous contrôle chinois. Il faut une Europe politique et démocratique qui ait une stratégie. Actuellement, on assiste à un affaiblissement majeur des procédures démocratiques, les débats sont devenus plus violents, il faut sauver la démocratie. L'Europe a pour objectif la neutralité carbone en 2050. Attention aux effets collatéraux des choix européens ;
un ex : réduire le "tout automobile" et le CO2 => problème d'emploi dans l'industrie automobile (par ex. chez Bosch à Rodez ou dans la Vallée de l'Arve) => situation inacceptable pour les ouvriers de cette industrie ; Attention au Top-Down qui laisse les citoyens seuls devant leurs difficultés ! Emmaüs et ATD Quart Monde, avec le soutien de l'Europe, aident à régler ces problèmes sur le terrain. Il faut traiter les problèmes à partir des difficultés des territoires, mais attention : ne pas se limiter à la fermeture d'une entreprise mais penser à l'avenir !
- **Loïc KERVRAN (Député LREM)** : L'Europe est désincarnée démocratiquement ; les députés européens ne sont pas assez présents sur le terrain, il faut revenir au scrutin par circonscription. Réponse quasi-unanime : cela ne résout rien ! Il évoque le FEAD (Fonds Européen d'Aide aux Démunis), en lien avec le CCAS dans les communes ; et le Comité des Régions qui représente les territoires. Problème de la "Distance" à l'Europe qui est "invisible", impersonnelle. Il faut "reterritorialiser" l'Europe qui reste trop souvent comme "*Papa-Maman qui envoient de l'argent, mais qui ne viennent pas voir les enfants*".

- **Laurent ZYLBERBERG (Caisse des dépôts)** explique l'histoire et le fonctionnement de la Caisse des dépôts. La France récupère environ 2 à 3M^{ds} € des fonds structurels, et la BEI met en œuvre environ 8M^{ds} € pour financer des investissements, dont 2 à 3 qui entrent dans le "Plan JUNCKER". Mais aujourd'hui, les régions, en dehors des métropoles, se sentent délaissées ; il faut créer une "BANQUE DES TERRITOIRES". Difficultés de trouver des projets rentables ("bancable"). Avantage du Plan Juncker : effet de levier : mise au départ de 21M^{ds} € qui deviennent 300,- puis 500,- M^{ds} d'€ ("bonneteau budgétaire d'environ 15M^{ds} €, + argent frais : 6 M^{ds} + effet de levier x 3 + opérateurs privés avec la BEI x 5). il est utile d'investir surtout dans des petits projets. Comme disait Pierre Maurois : "La politique, c'est d'abord un territoire". Validité de la thèse de Schumpeter sur la "destruction créatrice", mais les Français ne sont pas "schumpétériens"... Il ajoute : "la bureaucratie c'est toujours les autres".
- **M. GRIGNARD** : Il faut organiser, soutenir la société civile, intermédiaire entre la classe politique et les citoyens. L'articulation entre le Parlement européen et les parlements nationaux est essentielle ! La démocratie, c'est d'abord le vivre ensemble. Il faut imaginer un "Erasmus des territoires" sur la ruralité.

Question : "Faut-il revoir le mille-feuilles des structures locales ?"

Notre avis :

- A. Marcel Grignard : excellent
- B. Caroline Roose : convenue <=> encore en campagne électorale
- C. Loïc Kervran : parfois à côté du sujet
- D. Laurent Zylberberg nous a appris beaucoup sur le fonctionnement de la Caisse des dépôts.

Vendredi après-midi, conférence-débat :

La démocratie locale en Europe

- **Adeline COLLET (association Tous élus)** incite et forme les gens à se présenter aux Municipales quelles que soient leurs convictions, elle les forme et informe pour cela. (Fiches en ligne sur la démocratie locale. Comment intégrer l'Europe dans la politique locale ? "Matcher" les anciens élus avec les nouveaux élus.
- **Sabine THILLAYE (députée LREM, Présidente de la Commission des Affaires Européennes à l'Assemblée Nationale / 48 membres)** : La Commission des Affaires Européennes ne légifère pas, elle informe, c'est la seule commission prévue par la Constitution. Il faut arrêter de fonctionner en silo. Il ne faut pas réduire l'UE aux fonds européens et à la PAC. Quels liens établir avec les élus locaux ?
- Création d'une Assemblée parlementaire Franco-allemande à partir de mars 2019 : travail sur la transposition des directives européennes ; laboratoire de recherche parlementaire ; mutualisation ;
- Nouveau Traité d'Aix la Chapelle : travailler sur les bonnes pratiques à travers les jumelages. 130 millions d'Européens vivent dans des zones transfrontalières. On compte environ 1,2 million de ressortissants européens en France.

- **Antoine GODEBERT (AFCCRE : Association Française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe qui fait partie du CGLU / "Cités et Gouvernement Locaux Unis")** : Il faut appuyer fortement les jumelages dans lesquels on suscite les échanges thématiques ; il faut exploiter les fonds citoyens du traité d'Aix la chapelle.

Quelques questions-suggestions pour les candidats aux prochaines municipales:

- A. Comment favorisez-vous le vote, l'élection, des ressortissants de l'UE de votre commune ?
- B. Organiser des jumelages des Conseils municipaux des enfants
- C. Faire un Erasmus pour les élus.

Samedi matin atelier :

Vers une Défense Européenne ?

Ce fut plus une conférence, excellente, qu'un atelier.

Le **Colonel Géraud LABORIE** est un excellent orateur, très pédagogue, nous incitant à comprendre les positions des pays de l'Est européen, plus menacés par la Russie que par le terrorisme islamique. Il a présenté les nombreuses mais petites coopérations européennes militaires actuelles.

A) À QUOI ÇA SERT ?

Rappel historique : la CED (Communauté européenne de Défense) / Le Traité de Maastricht en 92 / Le Traité de Saint-Malo en 98 / La PESD (Politique européenne de Sécurité et de Défense) avec la gestion des crises et les missions "Petersberg"/ RDC (République du Congo) en 2003 avec 2.300 militaires sur le terrain /

2007 : Traité de Lisbonne avec la PSDC (Politique de Sécurité et de Défense commune) et la création d'un Représentant européen aux Affaires Etrangères avec Catherine ASHTON, Federica MOGHERINI et prochainement Josep BORRELL

Mise en place en 2016 d'une stratégie globale (Service Européen d'Action extérieure) avec une mise à jour annuelle.

L'article 42.7 stipule une solidarité entre les membres contre le terrorisme.

La coopération actuelle concerne surtout le domaine logistique ou médical. Il faut citer l'opération "ATALANTE" contre la piraterie sur les côtes somaliennes qui a été divisée par 6 et qui doit être révisée en 2020 ; Contre les migrants irréguliers en Méditerranée, les résultats sont modestes à cause de moyens très limités.

Travail dans la formation et l'entraînement des soldats en BOSNIE-HERZEGOVINE ou au MALI pour faire apparaître les capacités de défense des pays alliés.

En complément, formation et conseil dans la gestion des frontières (GEORGIE, UKRAINE, BALKANS).

B) OPTIMISATION DES MOYENS

Budget de la Défense : 227M^{ds} € pour l'UE (1,30%) contre 535 M^{ds} aux États-Unis (3,30%)

17 systèmes de chars en Europe, etc. Trop grande dispersion des systèmes d'armements.

- Création d'un commandement européen du transport (militaire) à Eindhoven aux Pays-Bas (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne) : il regroupe 60% des capacités, et

cela permet à la fois une vision centralisée de tous les besoins et de tous les moyens disponibles.

- Cela facilite également les prises de positions politiques dans des pays réticents aux engagements militaires (Allemagne par ex.)
- ENTRAÎNEMENTS regroupés, à Albacete en Espagne par exemple.
- ÉQUIPEMENTS mis en commun pour une indépendance stratégique : par exemple dans le domaine des satellites (GALILEO utilisé avec GPS, apportant une efficacité supplémentaire)
- Avions de transport militaires A400 enfin opérationnels ;
- Avions de ravitaillement en vol (AIRBUS A 300 (NL, B, S))
- Escadron aérien intégré franco-allemand à Evreux, auquel se joint l'Espagne ;
- Coopération franco-allemande dans la fabrication des chars de combat et des drones ;

C) FREINS :

- Définition de la "DÉFENSE" Européenne différente d'un pays à l'autre (concepts, ambitions, besoins différents), d'où des négociations longues ;
- Concurrence américaine (F 35 adoptés par 10 pays européens, ce qui conduit ces pays à un gouffre financier) ;
- Hétérogénéité des politiques ;
- Pas de consensus sur les menaces ;
- Position de l'Allemagne, toujours proche de l'OTAN, et autonomie de du ROYAUME-UNI vis-à-vis de l'U.E.
- "Accords de Berlin + " affirmant l'union de l'UE dans l'OTAN
- Choix de certains pays (Pologne) de choisir des équipements américains
- À la chute du Mur de Berlin, les pays de l'Est européen sont d'abord allés vers l'OTAN avant d'intégrer l'U.E.

D) COMMENT APPROFONDIR ?

- Prendre des initiatives ;
- Réagir aux crises et aux conflits ;
- Aider à renforcer les capacités de nos alliés ;
- Protéger les citoyens de l'U.E. ;
- Organiser des "coopérations structurées" permanentes (depuis 2017) : 27 États y participent dans 34 projets (la France est impliquée dans 25 de ces projets) ;
- Développement de la cyberdéfense ;
- Fonds européen de Défense, doté de 13M^{ds} € avec une AGENCE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE, chargée de favoriser l'émergence d'une future stratégie de défense européenne : elle associe la France, le Royaume-Uni, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique, l'Estonie, l'Espagne et le Portugal ;
- Volonté d'agir AVANT l'OTAN avec des forces spéciales ; création de l'I.E.I. (Initiative Européenne d'Intervention) entre la France et le Royaume Uni ;
- Mise en place de l'E.M.U.E. (État-Major de l'U.E.), mais très modeste par rapport au SHAPE (Grand Quartier Général des Forces Alliées en Europe / OTAN).

Notre avis : excellent.

Samedi matin atelier :

Pour une Europe Fédérale pour une Europe Souveraine ?

Constant, Tocqueville, Proudhon
Aristide Briand 5/09/29
Altiéro Spinelli
Winston Churchill

Décembre 1946 : fondation de l'U.E.F. à Paris (Union Européenne des Fédéralistes).

Il y a des fédérations sur tous les continents, très différentes les unes des autres

Près de la moitié de la population mondiale vit dans des fédérations.

Fédéralisme = subsidiarité

- Une compétence au plus proche, et on progresse si besoin
- Union
- fédéralisme dynamique et force supplémentaire
- permet de gagner de la souveraineté
- Différence entre Régions et Fédéralisme
- Superposition des pouvoirs à plusieurs étages
- Diplomatie, défense, sécurité
- Mutualisation des ressources

Paix : KANT

Démocratie directe ou représentative, Participation, état de droit
Autonomie, états fédérés,

Efficacité, subsidiarité, superposition

Dynamisme, souveraineté

Fédéralisme européen et fédéralisme mondial : paix et poids dans le monde.

Fédéralisme : Union par association

Fédéralisme : de rétention

Fédéralisme : par association d'un Etat

Fédéralisme : centralisateur

Souveraineté : droit exclusif, autorité politique (L.E.J.) sur une zone géographique ou groupe de peuples.

Capacité de choisir et de construire son avenir

Solidarité financière (ex. allemand)

- Péréquation verticale
- Péréquation financière horizontale entre Länder
- Un 2ème poste financier budget régional, principe de solidarité horizontale

Sandro GOZI : il faut commencer par les politiques, pour ensuite réformer les institutions et non l'inverse.



Samedi matin atelier

LES MÉDIAS DE MASSE SONT-ILS INCAPABLES DE TRAITER L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE ?

C'était un vrai atelier participatif, animé par **Rémy BROC** et **THÉO VERDIER**, un peu dépassés par le timing.

Gérard : J'ai une profonde divergence avec nombre des participants pour qui la solution serait de modifier le cahier des charges des chaînes de télévision pour leur imposer de parler Europe aux heures de grande écoute ou de modifier les programmes scolaire dès le primaire, ils rejettent la responsabilité sur l'UE qui ne sait pas parler aux citoyens. Ces propositions me semblent irréaliste pour la première et injuste pour la troisième (l'UE n'est pas un organe de presse) et sont toutes du type « top -> down ».

Je pense que c'est à nous d'adapter notre communication à la pratique de nos concitoyens, de susciter leur curiosité pour qu'ils aient envie d'en savoir plus.

Les adhérents du MEF ne sont pas des prosélytes adeptes d'une « bible » écrite par l'UE, l'Europe n'est pas notre religion. Nous ne sommes pas des croyants, nous ne sommes pas non plus des scientifiques qui peuvent prouver, mais des gens de conviction, avec des convictions pro-européennes. Il nous faut expliquer pour convaincre et ce n'est pas simple : les structures européennes sont complexes.

La production de R. Broc et T. Verdier sur le site de la Fondation Jaurès est à lire.

Samedi matin ATELIER

Europe sociale

Vision française différente de la vision européenne ; *jeu de rôles* pour permettre de définir l'Europe sociale.

Rappel des ACQUIS (cf. "Le Livre Blanc")

Rappel du TRAITÉ de ROME : mention de l'insertion professionnelle, de la mobilité, du Marché Commun...

En 1960, création du FSE (**Fonds Social Européen**).

Charte européenne des droits fondamentaux (liée au Traité de Lisbonne), qui est maintenant contraignante (sauf pour le Royaume-Uni)

Au sommet de Göteborg en 2017, a été défini le **Socle européen des droits sociaux**, mais qui, lui, n'a pas de valeur contraignante, sorte de grand fourre-tout :

- Egalité des chances sur le marché du travail ;
- Conditions de travail équitables (sécurité, pénibilité...)
- Recherche d'un SMIC européen ;
- Protection et insertion sociale ;
- Education et apprentissage ;
- Egalité Homme-Femme (emploi, salaires...)
- Protection de la vie privée ;
- Congés maternité ;

- Condition sanitaires ;
- vieillesse, chômage, discrimination, défense des SDF, pension, participation ...

Bernard : Ce jeu de rôles était une bonne idée, mais les situations étaient trop disparates et le temps trop court pour synthétiser des analyses pertinentes.

Samedi après-midi, Conférence-débat :

Innovation, facteur de progrès social ?

- **Sébastien GENDRON**, Fondateur de TRANSPOND HYPERLOOP est venu faire la promotion d'Hyperloop, promettant que ce sera écolo.
- **Michel DEREDEVET** a fait la pub d'ENEDIS qui soutient des start-up, p.ex. des communautés énergétiques locales et renouvelables ; approche en réseaux ;
- **Arielle GARCIA** (MUTUALITÉ FRANÇAISE) a expliqué comment les mutuelles (qui, vues de l'UE, sont des assurances) soutiennent des innovations locales ; exemple : RIAB LAB, conception 3D, plateforme de partage interactive, accessible à tous ; 90% des activités des mutuelles sont couverts par le Droit européen. Parfois, les initiatives des petits sont les plus intéressantes : par ex. FAB LAB, start-up de l'innovation
- **Alain SCHOTT** (think-tank EKWEE) promeut une monnaie digitale non-spéculative, souveraine, adossée à l'euro, par opposition au BITCOIN qui sert au blanchiment d'argent pour 300 à 400 M^{ds} de dollars, avec 12 000M^{ds} € émis qui contribuent à créer des bulles immobilières, boursières et obligataires...)

Notre avis (sévère) : d'abord la promotion des projets des intervenants sans répondre à la question initiale.

Samedi après-midi, Conférence-débat :

L'agriculture européenne sociale et environnementale

Joutes entre 2 écolos adeptes de l'*agrobashing* et un paysan FNSEA.

Maria PELLETIER (minotière bio et générations futures) : L'agriculture actuelle est responsable de la multiplication des cancers ;

Benoît BITEAU (député européen vert) : l'agriculture contribue pour beaucoup au dérèglement climatique, et les dépenses pour dépolluer dépassent de 9 fois le budget de la PAC.

Etienne GANGNERON (président de la chambre agriculture du Cher, membre FNSEA, agriculteur tout en bio) refuse qu'on accable les agriculteurs qui sont en pleine mutation, avec des prix agricoles qui baissent (revenu dans le Cher en moyenne 10 000€/an). Pendant ce temps-là, en Ukraine, on trouve des exploitations de 6 000 ha avec 350 employés payés 150€/mois, voire de 9 000 ha et jusqu'à 12 000 ha.

Le 2ème pilier de la PAC doit servir à développer l'agriculture BIO ; il faut protéger avant tout l'eau, la biodiversité et la santé (des hommes et des animaux).

Il fut beaucoup question des suicides des agriculteurs.

La question est aussi que veut-on ? Souhaite-t-on le maintien d'une agriculture familiale ?

Notre avis : Les deux écolos confondent parfois corrélation et causalité.

L'agriculteur FNSEA a fait preuve de flegme et s'est très bien défendu.

Les deux écolos le rejoignant sur plusieurs points à la fin du débat.

Bernard pense que le MEF va faire une synthèse solide des **réunions du DIMANCHE 17 novembre** entre 9h15 et 13h et a seulement relevé les **THÈMES D'ÉTUDE** que les sections souhaitent voir aborder par le MEF :

- Europe et population handicapée ;
- pauvreté ;
- insertion ;
- santé : rôle de l'U.E. ;
- les minorités ;
- Mettre plus d'Europe au niveau local ;
- BREXIT et ses conséquences ;
- Place de l'Europe dans le monde ;
- Défense ;
- Égalité des Droits ;
- L'Europe à l'École ;
- Mobilité ;
- L'Europe et les élections municipales ;
- Mention du SITE "SAUVONS L'EUROPE" très bien fait ;
- Mention des FICHES actualisées "L'EUROPE PRÈS DE CHEZ VOUS";
- Renvoi ver l'AFCCRE (Europe sur le terrain) ; l'U.E.F., les A.N.M.
- Sollicitation du "COLLECTIF NORMANDS & EUROPÉENS" (Lien / Lettre électronique / etc.) ;
- Demande d'une Conférence sur l'AVENIR de l'Europe...

Autres thèmes :

- AIDES européennes en matière économique ;
- égalité H - F en Europe ;
- L'EUROPE dans la Commune ;
- Présidence française en 2021 ;
- Visibilité du M.E.F. ;
- L'EUROPE dans les PROGRAMMES SCOLAIRES ;
- Loi sur l'audiovisuel en Europe ;
- Le 9 MAI 2020 (70ème anniversaire) ;
- Relations entre les ANM et les sections ;
- L'Europe dans la politique locale ;
- 1 Référent dans chaque Conseil municipal ;
- Les *Fake News* et l'Europe ;
- Enjeux climatiques ;
- Maillage du MEI (faire apparaître sur une carte) ;

ET ENCORE QUELQUES-UNS :

- L'EUROPE dans les MÉDIAS ;
- l'ÉLARGISSEMENT ;
- SCHENGEN ;
- Les MIGRATIONS ;
- Les FINANCEMENTS européens dans les missions locales ;
- La MOBILITÉ ;
- LES ANM ;
- Le BREXIT et les questions de Défense ;
- Les RESSOURCES Communautaires ;

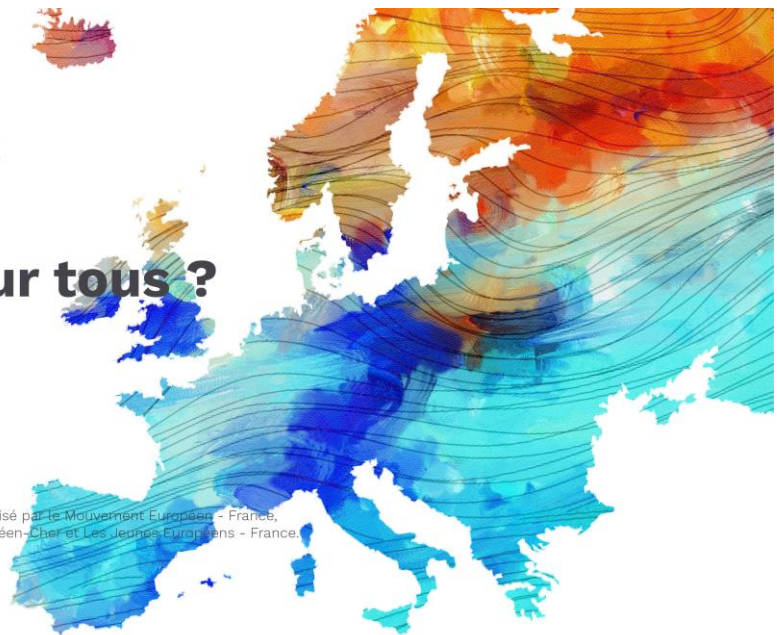
- Les 70 ANS DE L'OTAN ;
 - Un Référent Europe dans chaque Conseil municipal
-
-

L'Europe des territoires : une Europe pour tous ?

Université d'automne
du Mouvement Européen - France



Un événement organisé par le Mouvement Européen - France,
le Mouvement Européen-Cher et Les Jeunes Européens - France.



Vous pouvez retrouver sur le site du mouvement Européen France, les
meilleurs moments de cette 13^e Université d'Automne :
<https://mouvement-europeen.eu/retour-sur-luniversite-dautomne-2019-a-bourges/>
